

L'évolution du socialisme européen depuis la fin de la IIe guerre mondiale

Royaume-Uni : le conflit entre la droite et la gauche du parti travailliste tend à s'aggraver

par **Eric Hobsbawm**, octobre 1966

Tant sur le plan politique que sur le plan idéologique, les destinées du parti travailliste diffèrent considérablement de celles de la plupart des partis sociaux-démocrates du continent : politiquement, il a eu la chance unique d'opérer dans un pays où le prolétariat, même si l'on interprète ce terme dans son sens strict pour désigner uniquement les travailleurs manuels, a longtemps constitué la majorité absolue de la population — ses deux tiers environ actuellement — et dont les institutions favorisent le jeu d'un système parlementaire à deux partis. Mise à part la Scandinavie, la Grande-Bretagne a été depuis 1945 le seul Etat européen à posséder un parti social-démocrate capable de former à lui seul un gouvernement, ou seulement même paraissant en mesure de le faire.

Idéologiquement, le parti travailliste offre ceci de particulier qu'il s'appuie sur un mouvement du travail qui était déjà puissant et bien établi avant la montée du marxisme dont le rôle fut si déterminant pour la formation des partis de la classe ouvrière en d'autres pays. Le parti fut créé en 1900 essentiellement en tant qu'expression de la conscience de classe prolétarienne dont on croyait qu'elle nécessitait une représentation politique séparée des travailleurs par les travailleurs. Il n'avait aucun programme, si ce n'est qu'il était prêt à défendre les intérêts de la classe ouvrière partout où ils pouvaient être menacés. En pratique cela revenait principalement à défendre les droits légaux des syndicats.

L'idéologie lui faisait défaut. Ou plutôt c'était une coalition de tous les groupes existant au sein du mouvement prolétarien ; ainsi, avant 1914, il comprenait une large majorité de syndicats, principalement libéraux-radicaux, et quelques petites sociétés de socialistes s'échelonnant des marxistes aux fabiens et qui exerçaient une influence disproportionnée par rapport à leurs

modestes dimensions.

En 1918 il acquit un programme en même temps qu'il s'engageait d'une manière formelle, quoique vague, dans le socialisme ; mais il conserva le même contenu idéologique indéterminé. Les chefs du syndicat libéral demeurèrent en son sein, et même le parti communiste récemment créé manifesta le désir de s'y joindre en tant qu'organisme affilié. L'union la plus large possible à partir de la conscience de classe restait l'idéal, et partant la réalité du parti travailliste.

Le choc de la première guerre mondiale et de la révolution russe n'a pas provoqué la scission du mouvement du travail britannique, comme il advint sur le continent. Mais il divisa, ou plutôt détruisit, l'ancien alignement libéral-radical, drainant à gauche vers le parti travailliste les anciens travailleurs libéraux, et, pour la première fois, un nombre important d'intellectuels. S'il eut un effet, ce fut bien celui de renforcer la cohésion d'un mouvement du travail unique qui était désormais devenu officiellement socialiste, même s'il ne l'était que modérément.

Premières défections

En dépit d'une certaine tension, l'unité s'est maintenue de façon appréciable dans l'entre-deux-guerres. Ni la défection des trois responsables les plus éminents, qui quittèrent le parti pour rejoindre les rangs conservateurs en 1931, ni le mécontentement de l'aile gauche du parti travailliste indépendant, qui s'en détacha peu après, n'ont provoqué sa scission. Ceux qui partirent le firent de leur propre chef et perdirent rapidement toute influence (le parti communiste, que l'aile droite du Labour empêchait de devenir un organisme affilié, et dont les membres étaient progressivement exclus à titre individuel des organisations du parti travailliste, mais non des syndicats, ne réussit pas à se constituer une clientèle électorale d'importance).

Quant à l'aile droite, quoique dominante — spécialement au sein des syndicats après la défaite de la grève générale de 1926 — elle ne réussit pas à transformer le parti travailliste en une organisation de sociaux-démocrates exclusive sur le plan idéologique. Une « gauche travailliste » hétérogène, composée de militants pourvus d'une conscience de classe, de marxistes et de supporters de la puissante tradition britannique pacifiste, ou du moins

antimilitariste et anti-impérialiste, conserva sa force et son influence à l'intérieur du parti. La conjugaison de la crise économique, de l'échec de deux brefs gouvernements travaillistes au pouvoir en 1923-1924 et en 1929-1931, et de l'exode des principaux chefs de l'aile droite déplaça nettement le centre de gravité du parti vers la gauche.

C'est dans les années trente qu'il perdit foi en la capacité du capitalisme à se réformer et qu'il s'engagea dans le programme caractéristique qui fut celui du parti dans les années quarante : une combinaison de réformes sociales non idéologiques, avec une liste de nationalisations d'industries-clés qui devaient préparer la totale « *socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange* » dans laquelle le parti était théoriquement engagé depuis 1918.

Difficile adaptation

Trois facteurs avaient permis le maintien de cette unité : le chômage massif des années de l'entre-deux-guerres, qui eut pour effet d'unir tous les secteurs du mouvement dans un réflexe commun d'amertume et d'autodéfense ; le maintien du parti à l'écart du pouvoir (et, à l'exception de deux expériences brèves et peu heureuses, de la direction des affaires publiques) ; et son caractère essentiellement prolétarien. Il n'avait encore le soutien que d'une large minorité ouvrière, mais il comptait aussi parmi ses partisans quelques éléments qui n'étaient ni des ouvriers ni des fils d'ouvriers. Enfin un quatrième facteur renforça le sentiment d'unité idéologique qui s'étendait encore à la fois à l'U.R.S.S. à l'extérieur et — avec quelques réserves — à beaucoup de communistes à l'intérieur : c'était l'antifascisme. Après 1945, aucun de ces facteurs ne devait plus jouer.

Vingt années de plein emploi provoquèrent une transformation sans précédent et inattendue du niveau de vie de la classe ouvrière. En conséquence, le simple appel aux réflexes traditionnels de pauvreté, de solidarité de classe et d'espoir commença à perdre de son poids. Dans les années cinquante, le courant favorable et constant qui déportait les votes du prolétariat sur le parti travailliste reçut un coup d'arrêt ; le parti cessa de se développer. En même temps la croyance selon laquelle le capitalisme était synonyme de crises et le socialisme (c'est-à-dire la nationalisation

d'une liste d'industries données) la seule solution perdit de sa force immédiate.

La gauche travailliste, qui conservait les vues anciennes exprimées principalement dans une analyse économique fondée sur des conférences populaires marxistes, eut du mal à s'adapter à la situation nouvelle. La droite travailliste adopta avec enthousiasme les théories du dirigisme économique partiel lancées par les libéraux britanniques (Beveridge et Keynes en particulier) comme une autre solution théorique au marxisme.

La victoire de 1945 fit pour la première fois du Labour un véritable gouvernement, ou lui donna les moyens de le devenir, et affaiblit ensuite l'attrait que présentaient pour ses dirigeants de l'aile droite les programmes socialistes ambitieux. Elle valut aussi au parti de nombreux adeptes désireux de faire carrière. Le succès temporaire remporté pendant la guerre auprès des employés et de la classe moyenne laborieuse, qui lui avaient accordé leur soutien politique, encouragea les espoirs que nourrissait l'aile droite de transformer le parti travailliste en un groupement modéré de centre gauche qui ne dépendrait plus totalement du prolétariat. En même temps, la défaite du fascisme et l'évolution de la guerre froide lui permirent d'isoler la gauche, et à plus forte raison les communistes.

Conflit entre l'aile droite et l'aile gauche

C'est pourquoi on observa après 1947 une accentuation considérable du conflit interne au sein du mouvement. La cause en fut un sentiment d'échec — le gouvernement travailliste d'après guerre fut battu en grande partie parce que, après ses réformes initiales et les mesures de nationalisation, il ne sut tout simplement plus que faire ensuite — et le passage, dans la période d'Hugh Gaitskell (1955-1963), de la direction du parti aux mains de l'extrême droite qui tentait de le pousser beaucoup plus loin qu'il n'était prêt à aller. Il y eut de sérieuses tentatives visant à la fois à exclure les chefs de la gauche et à éliminer formellement l'objectif socialiste de la constitution du parti. Elles échouèrent, et, vers la fin des années cinquante, une relance de l'aile gauche se produisit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti, organisée avec efficacité en dépit d'une certaine rapidité sous la bannière de la campagne pour le désarmement nucléaire et de l'action syndicale. Le parti fut sauvé de la paralysie que causait cette guerre interne

grâce à la crise du gouvernement conservateur au début des années soixante, et grâce à la mort opportune d'Hugh Gaitskell, auquel devait succéder la personnalité politiquement beaucoup plus habile et plus conciliante de Harold Wilson, qui avait fait partie de la gauche pendant une brève période et qui, même après cet épisode de sa carrière, avait le souci de ne point la heurter de front. Néanmoins, comme le prouve l'histoire du nouveau gouvernement travailliste depuis 1964, les divergences intérieures persistent. L'incompatibilité entre le programme traditionnel du parti et sa politique réelle n'a cessé de croître.

Ni la droite ni la gauche du parti ne sont parvenues à surmonter les difficultés idéologiques de leurs positions dans le monde d'après guerre. La gauche s'est vue tentée de retourner aux éternelles vérités du « mouvement » et à sa tradition chargée d'appel émotionnel. Ce qui revient à constater qu'elle a relativement peu de chose à dire en ce qui concerne les problèmes économiques, en dehors de nouvelles demandes de nationalisation, mais qu'elle a été mieux inspirée et qu'elle a politiquement mieux réussi en concentrant son action sur des problèmes tels que la lutte contre la guerre, contre la subordination de la politique étrangère britannique à celle des Etats-Unis et contre toute entreprise visant à affaiblir les droits traditionnels des syndicats. En pratique, et cela particulièrement depuis 1964, son action a été entravée par la position minoritaire qu'elle occupe — bien que ce soit une minorité importante et indestructible — au sein du parti. Mais au sein du parti seulement. Car si elle s'en séparait, elle serait perdue.

Quant à la droite, elle n'a eu aucune difficulté à s'arranger avec les réalités de l'« économie mixte » dirigée de la phase actuelle du capitalisme, mais il lui a été très difficile d'abandonner la vieille idéologie et la vieille tradition politique du Labour pour élaborer une politique qui se distinguât de celle des libéraux avisés, ou même des technocrates conservateurs. La tentative de Hugh Gaitskell dans les années 50 visant à donner une nouvelle définition du socialisme sans recourir à la socialisation des moyens de production, en en faisant une vague aspiration à l'égalitarisme, échoua complètement. La préférence affichée par les wilsoniens pour ne rien définir, mais pour brandir bien haut la bannière du « pragmatisme », n'échappe à l'échec qu'en évitant de solliciter le succès.

Ni l'aile droite ni l'aile gauche ne trouvent dans l'histoire un secours absolu. La gauche souffre du fait que le capitalisme continue après tout de fonctionner d'une manière tout à fait satisfaisante, spécialement lorsqu'il est complété par les notions de dirigisme keynésien et de « welfare state ». La droite se ressent du fait que la Grande-Bretagne demeure décidément un pays de travailleurs manuels, où la tradition de conscience de classe vieille d'un siècle et demi s'est vue récemment renforcée par une renaissance appréciable de l'idéologie marxiste et néo-marxiste dans certains milieux d'intellectuels.

La gauche souffre également du manque de précision de son analyse qui a pour effet inévitable de jeter les technologues, les planificateurs et les administrateurs au contact de la chose politique dans les bras de la droite pragmatique. A son tour la droite subit le contrecoup de la banqueroute de toutes les idéologies nées du socialisme démocratique modéré et progressiste. Ce n'est point un hasard si le marxisme reste une force idéologique vivante alors que ce qui est le plus proche de l'idéologie sociale-démocrate britannique, le fabianisme, n'est plus rien qu'un terme synonyme de prudence et d'empirisme, et un sujet de thèses académiques.

Contre les droits des syndicats

Actuellement, sous Harold Wilson, la droite cherche à tâtons à se frayer un chemin dans l'avenir en tant que gouvernement de la Grande-Bretagne, en butte aux critiques d'une gauche qui ne représente pas seulement l'âme du mouvement mais aussi une fraction importante de son corps, et qui exerce sur elle une influence qui n'est pas totalement inefficace. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement travailliste de l'année 1966 a annoncé son intention de procéder à une renationalisation de l'acier, exigence que l'on assimile de façon caractéristique à la gauche, et que les pragmatistes rejettent d'une façon tout aussi caractéristique comme inadéquate et sans importance.

Le conflit entre les deux ailes peut encore s'intensifier : actuellement le gouvernement se trouve engagé dans une attaque contre les droits traditionnels des syndicats, qu'il considère comme incompatibles avec sa politique économique. Il y a néanmoins trois phénomènes qui unissent encore les sections divergentes du parti.

C'est d'abord le gouvernement, et puisque M. Wilson a réussi à la fois à s'attirer des fractions importantes de la classe moyenne et d'intellectuels — pour la première fois de son histoire le parti travailliste représente aujourd'hui l'électorat d'Oxford comme celui de Cambridge — et à réendiguer le courant prolétarien vers le parti travailliste, cela pourrait avoir pour conséquence de faire de celui-ci le parti en permanence majoritaire de la politique britannique, un peu comme l'a été le parti démocrate aux Etats-Unis depuis Franklin Roosevelt.

La Grande-Bretagne se trouve dans une situation où, tôt ou tard, elle ne pourra esquiver une révision fondamentale des postulats dans le domaine de l'économie nationale et de la politique internationale. En second lieu, une inclination fondamentale à l'égalitarisme et à la justice sociale pénètre tout le mouvement, comme on peut le constater d'une manière particulièrement évidente peut-être dans les domaines de la sécurité sociale et de la politique en matière d'enseignement, où les idées lancées par la gauche sont devenues le bien commun de l'ensemble du parti. Dernier facteur, qui est peut-être déterminant : le mouvement britannique est encore uni. Ceux qui sont en dehors du parti, ou qui en sortent, n'exercent qu'une influence marginale. Si rien d'autre n'arrive à maintenir la cohésion du parti travailliste, c'est le réflexe de l'autoprotection qui y parviendra.

ancées par la

Historien britannique. Auteur de *L'Age des extrêmes. Le court XXe siècle, 1914-1991*, Complexe-Le Monde diplomatique, Bruxelles-Paris, 1999.